



La réussite scolaire ou l'école devenue une marchandise

Suzanne-G. Chartrand,
membre du Comité de coordination du collectif
Debout pour l'école !
9 avril 2020

Il y a des mots qui, comme de mauvaises habitudes, s'incrument en nous sans que l'on en prenne conscience. C'est le cas du groupe de mots *réussite scolaire*. Pour qui s'intéresse à l'éducation depuis plusieurs décennies, cette expression, de même que celle de *réussite éducative*¹, ne faisait pas partie du vocabulaire courant. On utilisait certes le verbe *réussir*, affirmant qu'un élève avait réussi tel ou tel examen ou travail se distinguant ainsi de celui qui avait échoué. Mais dans l'espace public, l'expression *réussite scolaire* est relativement récente, à peine une quinzaine d'années. Une analyse de la presse écrite québécoise montrerait que sa présence a augmenté de façon exponentielle de 2008 à nos jours. Mais elle était dans les documents de l'OCDE et de l'UNESCO, par exemple et dans le milieu universitaire avec le CRIRES (Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire), depuis les années 1990.

À lire les documents du patronat, du ministère de l'Éducation, la presse et même des écrits universitaires, il semblerait que la réussite scolaire (ou éducative) soit devenue l'objectif incontestable du système d'éducation québécois. Est-ce si évident qu'il doit en être ainsi ? Que signifient ces expressions ? Ont-elles le même sens pour chacun d'entre nous ? Dans quel contexte apparaissent-elles, pourquoi et que cachent-elles ? Leurs utilisateurs ont-ils vraiment conscience de la portée sémantique et philosophique de ces expressions aujourd'hui banalisées ? Nous faisons l'hypothèse que non, d'où l'importance de s'y arrêter un peu.

Dans le domaine scolaire, comme dans tous les champs de l'activité humaine, la réussite n'est pas un but, mais la conséquence possible d'un agir abouti.

Que visent l'artiste en faisant une œuvre, l'artisan qui tourne un pied de chaise, la journaliste qui rédige un article, les parents en élevant leurs enfants ? La réussite ? Je ne crois pas. Dans la plupart des cas, l'être humain vise à faire au mieux ce qu'il peut, sachant que ce ne sera pas parfait et espérant qu'il pourra faire encore mieux, avec du temps, de la patience, de la détermination et de l'amour.

Et quel est le but de l'école ? Que doivent viser tous les personnels scolaires, au premier chef le corps enseignant, les institutions scolaires, le ministère de l'Éducation ? Officiellement, la réalisation optimale des missions de l'école, dont la réussite scolaire ou éducative n'est qu'un

¹ Malgré son apparence plus ample et plus noble, l'expression réussite éducative est tributaire de celle de réussite scolaire, puisque l'école (l'institution scolaire) est encore le lieu central de l'éducation. Voir le document du Ministère, Politique pour la réussite éducative : <https://securise.education.gouv.qc.ca/politique-de-la-reussite-educative/>

indicateur. Alors si la mission du système d'éducation n'est pas que la réussite scolaire, on ne devait pas accorder autant d'importance aux examens ministériels de fin de parcours.

La réussite de quelque chose d'aussi complexe que l'instruction et la socialisation, deux missions de l'école obligatoire, ne se calcule pas en termes de réussite ou d'échec à partir d'évaluations standardisées des épreuves ministérielles, elles-mêmes soumises à un processus de normalisation des notes au moyen de « mécanismes de conversion et de modération ». Alors, pourquoi avoir fait de la réussite scolaire ou éducative le nec plus ultra de l'école, l'actuel mantra de l'éducation ?

D'où vient cette insistance sur la réussite ?

Au Québec, autour des années 1985-1990, on prend conscience du haut taux de décrochage scolaire et du nombre trop élevé de jeunes ne parvenant pas à obtenir un diplôme de secondaire en cinq ans dont un nombre très élevé de garçons. C'est mauvais pour eux, pense-t-on, car ils pourront difficilement trouver un emploi. Mais l'échec, et le décrochage scolaire qui en découle souvent, c'est surtout très mauvais pour la cote de crédit du Québec et son économie. L'économiste Pierre Fortin a estimé le coût du décrochage en milliards de dollars.

Alors, plutôt que de bien analyser les causes de cet important échec collectif, s'amorce une croisade contre le décrochage et pour... la réussite (mot positif, alors que celui d'échec fait peur et est évacué du discours, même si l'échec fait partie de tout apprentissage). Hommes d'affaires, fonctionnaires, commissaires scolaires, quelques universitaires et syndicalistes s'unissent. Parmi eux, le président de la Banque de Montréal (BMO), Jacques Ménard qui, en plus d'être banquier et écrivain à ses heures² était un philanthrope dirigeant entre autres le Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec. En avril 2008 se tient le *Colloque sur la réussite éducative — Ensemble, nous innovons!* qui a réuni des participants issus des réseaux de l'éducation, de la recherche, de la santé et des services sociaux, de l'emploi, du communautaire et du municipal, une initiative du CETREC (Centre de Transfert pour la réussite éducative du Québec).

Si ces nouveaux croisés visent tous la baisse du décrochage et la diplomation du plus grand nombre, au secondaire notamment, font-ils tous la même analyse des causes de ce fléau pour y trouver les solutions adéquates ? Non. D'ailleurs, rien n'a sérieusement été fait pour résoudre ces problèmes du système scolaire depuis 25 ans. Le taux de Diplôme d'études secondaires (DES) en cinq ans est encore très faible : 64 % dans le réseau public et il stagne depuis plusieurs années³. Car on n'a pas remis en question l'inadéquation de la culture scolaire à une majorité d'élèves venant des couches défavorisées au plan socioéconomique, la disparition d'une filière professionnelle dès la 3^e secondaire, le dysfonctionnement de la formation générale des adultes, notamment.

Tous ces hérauts de la réussite préconisent-ils les mêmes solutions ? On peut en douter, très sérieusement, malgré la rhétorique humaniste utilisée par tous qui cache très bien les intérêts

² Voir : *Si on s'y mettait...* (avec D. Beaugard, 2008) ; *Au-delà des chiffres... Une affaire de cœur* (2009) ; *Réussir : Aller au bout de ses rêves* (2011).

³ Voir, Institut du Québec, Conférence Board du Canada et HEC Montréal (2018). *Décrochage scolaire au Québec. Dix ans de surplace, malgré les efforts de financement*, note de recherche.

des uns et des autres, du chef de la Banque de Montréal au ministre de l'Éducation en passant par les enseignant·e·s.

Quelles évaluations et selon quelles politiques évaluatrices ?

Le but de l'école, de l'instruction, de l'éducation ne peut être la réussite scolaire, car cette dernière ne peut se définir qu'en termes quantifiables à partir de standards de réussite prédéterminés, d'évaluations standardisées et de mesures. Or, dans l'état actuel des politiques ministérielles d'évaluation, on ne mesure que du quantifiable (des connaissances décontextualisées, des textes préformatés, des contenus faciles et rapides à évaluer) et cela par des processus et dans des contextes subjectifs, car ils correspondent à des choix politiques dans une perspective précise : la diplomation.

Ces évaluations, que ce soient les examens ministériels de français écrit du primaire et du secondaire ou encore ceux de l'univers social, ne mesurent qu'une infime part des apprentissages qui devraient être réalisés selon les *Programmes d'études* et pas les plus importantes⁴. De toute façon, les évaluations, quelles qu'elles soient, ne peuvent rendre compte de la vastitude de l'instruction et de la socialisation, du développement de l'esprit critique et de la stimulation du désir d'apprendre, par exemple. À cause de la standardisation des épreuves et de leur fonction comparative, les examens ministériels sont l'objet de démarches de validation systématiques qui en accroissent certes la validité théorique sur le plan docimologique⁵, mais génèrent des épreuves « aseptisées » où seul ce qui peut être quantifié est évalué. Ainsi, les enseignant·e·s et les correcteurs du Ministère ont à leur disposition des grilles détaillées. Si cela est nécessaire dans une démarche docimologique, ces grilles ont peu de sens dans une perspective culturelle de l'éducation, comme l'affirme avec justesse, I. Nizet, spécialiste de l'évaluation.

Les effets pervers des plans de réussite

Quand, il y a quelques années, avec la nouvelle gestion scolaire et l'introduction à tous les degrés scolaires des « plans de réussite », renommés depuis 2018 « Plans d'engagement vers la réussite », on a introduit une « obligation de résultat », plusieurs enseignant·e·s ont compris que la réussite scolaire était un terme-écran qui ne visait pas le développement intellectuel, psychique et social des élèves. Ainsi, ces plans changeaient la finalité de l'école, voire la pervertissaient, sans que cela soit clairement affirmé, encore moins discuté et accepté. De nouvelles priorités se sont imposées subrepticement. Désormais, le corps enseignant doit faire réussir tous les élèves (ou presque) et, cela, sans ajouts de ressources humaines et financières (faut-il le rappeler ?). La pression est énorme. La priorité des priorités de l'institution scolaire n'est plus l'acquisition de savoirs et de valeurs de respect de soi, des autres et de la nature, mais la réussite à moult évaluations décidées en haut lieu ou négociées administrativement sur un plan local menant à la diplomation, le plus rapidement possible. Le jugement des enseignant·e·s ne semble plus suffisant...

⁴ En tant qu'enseignante de français en 5^e secondaire dans les années 1980 et didacticienne du français, j'étudie depuis 1986 les examens de français écrit de 5^e secondaire du MEQ et les critique publiquement ; voir entre autres <https://www.erudit.org/fr/revues/gf/2001-n122-gf1194379/55931ac/>

⁵ La docimologie est une discipline scientifique consacrée à l'étude de la mesure et de l'évaluation en éducation.

L'éducation est devenue une marchandise soumise aux lois économiques

Depuis les années 1990, on est entré de plain-pied dans le monde de l'économie marchande globalisée où l'éducation est une marchandise : elle comporte des coûts, implique des investissements et doit générer des bénéfices économiques et symboliques. Comme le dit le sociologue Christian Laval, l'école est de plus en plus soumise à la logique utilitariste, à ses diverses manifestations et théorisations (théorie du capital humain, économie du savoir, nouvelle gestion publique, approche par compétences, idéologie de la professionnalisation, etc.). « Les objectifs que l'on peut dire "classiques" d'émancipation politique et d'épanouissement personnel qui étaient fixés à l'institution scolaire sont remplacés par les impératifs prioritaires de l'efficacité productive et de l'insertion professionnelle »⁶.

On doit résister au projet de l'école néolibérale

Cependant, la réalisation intégrale de l'école néolibérale n'a rien de fatal, affirme Ch. Laval. Résistances, luttes collectives, prise de conscience des dangers de cette mutation imposée par la globalisation du capitalisme : les acteurs de l'école doivent désormais affronter un débat crucial qui engage aussi le modèle de civilisation que nous voulons. C'est ce que nous tentons, bien modestement, mais opiniâtrement de faire à **Debout pour l'école !**

Que proposons-nous ? De ne pas utiliser les mots et expressions à la mode sans y réfléchir, sans chercher à comprendre pourquoi ils s'imposent et ce qu'ils impliquent. Plus encore, de réfléchir et de débattre entre nous sur la visée même de l'éducation et de la formation au cours de la scolarité obligatoire, mais aussi à la formation des adultes, au collégial et à l'universitaire. Quelle éducation et quelle formation désirons-nous ?

Il nous faut aussi réfléchir à la fonction et à la place de l'évaluation à l'intérieur des institutions scolaires, à ses processus et à ses moyens, car il ne s'agit pas de nier l'importance des évaluations au cours du parcours scolaire, mais bien de discuter de ses finalités et modalités. Et surtout parlons moins de réussite scolaire ou éducative et davantage de la valeur inestimable d'une éducation équitable et de qualité pour tous et mettons-y tous nos efforts pour y parvenir. Il serait trop dommage que le plaisir et le désir d'apprendre laissent toute la place au seul désir de réussir.

⁶ Christian Laval, *L'École n'est pas une entreprise : Le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public*, La Découverte, 2004, p. 15. Voir : <https://journals.openedition.org/cres/1540>